

# Annexe 2 : organisation des accès sur la BAN de Landivisiau.

## 1- GÉNÉRALITÉS

La totalité de la BAN de Landivisiau est érigée en Zone Protégée (ZP) sur laquelle nul ne peut pénétrer, circuler et stationner sans autorisation.

Ce document définit les modalités d'accès et de contrôle pour l'ensemble des unités, formations et organismes implantés sur le site en posture de « veille normale ». Il prend en compte les nouvelles dispositions de la DPID relatives aux modalités d'accès des prestataires extérieurs à la défense nationale. En fonction de la situation et de la posture de protection adoptée, les accès peuvent être restreints et les contrôles accentués.

La BAN de Landivisiau étant classée Zone Protégée (ZP), tous ses accès doivent être contrôlés en permanence afin que toute pénétration à l'intérieur de la zone ne puisse avoir lieu par inadvertance.

La décision d'octroi d'un droit d'accès est prise par le commandant militaire de l'îlot de Landivisiau (COMILI). Il est le seul habilité à accorder une autorisation d'accès à l'emprise de la BAN.

Cette tâche est déléguée à l'officier de sécurité de l'entité, qui s'appuie sur le COMAEQ pour l'application des mesures relatives aux accès (avis restrictif,...).

Ses attributions de COMILI s'exercent au quotidien au travers de l'action du bureau des accès, qui agit sous la direction du CSVC et la surveillance de l'adjoint PRODEF.

En dehors des heures ouvrables, l'OPEM est seul habilité à autoriser l'accès à l'emprise.

L'autorisation d'accès est matérialisée par les obligations suivantes :

- pour le personnel, port d'un badge apparent (*sauf sur les aires aéronautiques*) ;
- pour les véhicules, affichage de l'autorisation d'accès éditée par la gendarmerie.

La présentation d'un badge valide est obligatoire à l'entrée sur le site pour pouvoir y pénétrer.

Le badge du marin doit également être présenté au personnel de faction à l'aubette au moment de quitter l'emprise.

La BAN Landivisiau comporte plusieurs zones qui sont la zone vie et la zone technique opérationnelle.

Les accès sur ces deux zones ne répondent pas forcément aux mêmes prérogatives.

## 2- LES DISPOSITIFS D'ACCÈS ET DE FILTRAGE

### 2.1 Organisation matérielle

La BAN de Landivisiau dispose de trois portails d'accès :

- la porte principale (aubette) ;
- le portail de la zone technique (portail ST) ;
- le portail SRE.

### 2.2 Fonctionnement des portails d'accès

#### 2.2.1 La porte principale (aubette)

L'aubette est l'accès principal de la BAN. Elle est armée en permanence suivant les modalités suivantes :

piétons: accès par le portillon après présentation d'un badge d'accès sans restriction horaire ;

véhicules :

□ de 05h30 à 20h00 : *uniquement en jours ouvrables* portail ouvert, barrières baissées.

□ de 20h00 à 01h00 : ouverture du portail après présentation aux agents de sécurité du laisser-passer véhicule et du badge d'accès (la présentation se fait à l'extérieur de l'emprise et en dehors du véhicule) ;

□ de 01h00 à 05h30 : aucun accès (*sauf en cas de rappel de personnel, évacuation de blessé ou interventions extérieures justifiées*).

Le filtrage est effectué par des agents de sécurité d'une société de gardiennage ;

Les entrées et sorties véhicules (VL) se font sur une seule voie, *hormis* de 07h30 à 08h05, les jours ouvrables. Durant ce créneau horaire, l'entrée se fait sur deux voies et la sortie est interdite, sauf impératif de service.

### 2.2.2 Le portail des services techniques

Accès dit secondaire, le portail des services techniques (ST) est ouvert uniquement les jours ouvrables pour la sortie des véhicules de transport de la BAN, de 16h35 jusqu'à l'heure de sortie du dernier bus.

Nota : cet accès peut être utilisé pour suppléer l'accès principal après accord du C.SVC, notamment lors d'événements particuliers

### 2.2.3 Le portail SRE

Accès dit secondaire, le portail SRE, est ouvert les jours ouvrables aux horaires suivants :

- 07h45 à 08h00 (uniquement entrées) ;
- 16h35 à 17h00 (uniquement sorties).

En fonction d'événements particuliers (déploiement du GAé, périodes de permissions, activités opérationnelles, etc.), il peut demeurer fermé.

L'entrée est autorisée uniquement pour le personnel détenteur d'un badge et d'une carte d'accès véhicule.

Le chef de zone se tient au niveau du portail Drevers pour les sorties et au portail SRE pour les entrées. Il maîtrise les mouvements des véhicules en fonction des autorisations de la vigie.

## 2.3 Les accès du personnel

### 2.3.1 Les demandes d'autorisation d'accès pour motif professionnel

#### ***Ressortissants de nationalité française***

Conformément à la lettre de référence e), pour les accès en zone technique opérationnelle, toute demande d'accès d'une personne civile ou militaire de nationalité française est subordonnée à un contrôle élémentaire réalisé par le centre national des habilitations de défense (CNHD) relevant de la DRSD si cette personne ne détient pas d'habilitation préalable (Confidentiel Défense minimum).

Les demandes d'autorisation d'accès sont formulées par messagerie officielle avec le document des biodatas en pièce jointe (cf. annexe IV) et doivent respecter un délai de 48h minimum avant l'arrivée sur site.

Dès lors, en complément de la procédure opérée par le CNHD, la gendarmerie maritime en copie du message procède systématiquement à un « criblage » des personnels demandant l'accès.

Lorsqu'un avis « restrictif » ou « défavorable » est émis, le COMAEQ est immédiatement informé.

Dans tous les cas, la décision finale revient au commandant de la BAN ou à un de ses représentants, nommément désigné. La décision d'accès peut mentionner l'accompagnement systématique du visiteur par le service le recevant.

Tout le personnel de la BAN Landivisiau est soumis annuellement à un criblage par les gendarmes maritimes. Ce dernier se fait au mois de septembre.

#### ***Ressortissants de nationalité étrangère***

Les accès pour les ressortissants étrangers ne peuvent être envisagés qu'avec l'autorisation préalable de CECLANT.

Les demandeurs renseignent alors le formulaire de demande d'accès pour ressortissants étrangers avant de l'envoyer au bureau des accès de la BAN qui se chargera de rédiger le message de demande officielle vers CECLANT.

Les scans des passeports de chaque ressortissant doivent obligatoirement être mis en pièce jointe du formulaire initial puis du message officiel.

Les demandes doivent respecter les délais suivants, selon le nombre de personnes désirant accéder au site :

- moins de 5 personnes : 3 jours ouvrables ;
- de 5 à 10 personnes : 5 jours ouvrables ;

- au-delà de 10 personnes : 10 jours ouvrables.

Les ressortissants étrangers sont systématiquement accompagnés durant leur présence sur base par le service les recevant.

#### ***Accès des prestataires extérieurs à la défense nationale***

L'accès des prestataires extérieurs à la défense nationale est réglementé. Le service contractant est chargé d'établir deux mois avant l'accès sur base une demande de contrôle élémentaire auprès de la DRSD en tenant la BAN informée de cette demande et des conclusions de l'enquête, transmises par fichier sécurisé ACID aux bureaux des accès, C.SVC et COMAEQ.

Les demandes d'accès sont alors effectuées par messagerie officielle.

Si l'enquête administrative n'appelle pas d'observation, l'accès du prestataire est autorisé par le commandant de la BAN ou son représentant désigné qui impose ou non le statut de visiteur accompagné.

Nota : les entreprises souhaitant un accès de plus de 3 mois doivent joindre à leur demande le formulaire de demande de création de badge personnalisé. Ces autorisations d'accès ne peuvent pas excéder 1 an. Cette demande doit être mise en pièce jointe du message Nemo de demande d'accès sur la BAN Landivisiau.

#### ***Demande urgente opérationnelle (délais inférieur à 48h)***

Dans le cas d'une demande d'accès ayant une notion d'urgence (dépannage d'urgence, raison opérationnelle avérée), une démarche simplifiée pourra être effectuée.

Le service concerné effectuera une demande par courriel vers le bureau des accès.

Ce type de demande doit cependant revêtir un caractère exceptionnel.

#### **Les accès des véhicules**

##### **Véhicules privés et entreprises**

Les véhicules privés du personnel militaire et civil ne peuvent entrer à l'intérieur de la base sans être munis d'une carte d'accès délivrée par la gendarmerie maritime sur présentation de la carte grise et de l'attestation d'assurance en cours de validité.

Les autorisations d'accès des véhicules ne peuvent en aucun cas être modifiées par le titulaire (pas de changement de format, de couleur, ou d'inscription). Seule la plastification de l'autorisation est tolérée.

En dehors des heures d'ouverture du poste de gendarmerie, aucune carte d'accès ne peut être délivrée.

Les conditions du retrait de la carte d'accès font l'objet d'un ordre permanent du commandant en second.

La durée de validité des autorisations d'accès véhicules pour le personnel militaire affecté sur l'emprise de la BAN de Landivisiau correspondra à sa durée d'affectation; par défaut :

- officier : 2 ans ;
- autres : 3 ans.

Pour le personnel civil, la durée de validité des autorisations d'accès véhicule est de 3 ans.

##### **Contrôles**

À l'entrée comme à la sortie, tout conducteur de véhicule militaire ou civil est tenu de s'arrêter devant l'aubette. De nuit, il doit passer en veilleuses et allumer son éclairage intérieur (plafonnier) pour faciliter le contrôle des autorisations d'accès.

Les conducteurs de véhicule à deux roues doivent mettre pied à terre et enlever sur demande leur casque; ils prennent uniquement la file de droite en entrant.

À l'intérieur de la base, les véhicules civils peuvent être inspectés visuellement à tout moment et en n'importe quel lieu.

Ces contrôles sont effectués de manière aléatoire par le personnel de service de la BAN, les éléments du GFM, la gendarmerie ou le personnel du service vie courante.

Le conducteur est responsable des personnes et du matériel transporté.

La carte d'accès du véhicule doit être placée en évidence contre le pare-brise et y demeurer durant le séjour du véhicule sur base. En l'absence de carte d'accès, l'agent de sécurité fait stationner le véhicule à l'extérieur de la base et invite le conducteur à se présenter au poste de gendarmerie.

Nota :

- suivant les directives de CECLANT dans le cadre du plan Vigipirate, les cartons d'autorisation d'accès doivent être systématiquement retirés des véhicules privés et étatiques dès la sortie des enceintes

militaires. L'autorisation d'accès ainsi que le badge d'accès individuel ne doivent pas être laissés à l'intérieur des véhicules stationnés hors enceintes militaires ;

- pour des raisons de sécurité, tous les véhicules fonctionnant au GPL doivent être signalés à la gendarmerie maritime qui en informe le SSIS. L'inscription GPL sera placée sur le carton d'accès à droite du type du véhicule.

Toutes les informations complémentaires nécessaire aux conditions d'accès à la BAN de Landivisiau seront fournies par les chargés d'affaires rédigeant les bons de commandes